

Déclaration de SUD éducation

Mesdames et Messieurs les membres du CSE,

Les personnels de l'Éducation nationale achèvent cette année scolaire avec inquiétude.

Les annonces de revalorisation sont très insuffisantes au regard de l'inflation et les personnels rencontrent davantage de difficultés à boucler les fins de mois. Ils devront se priver et renoncer à certains loisirs pendant les congés d'été. Certains personnels, dont les salaires sont pourtant les plus bas, les AESH et les AED, n'ont bénéficié d'aucune augmentation en dehors de celle du Smic, indexé sur l'inflation. Cette précarité est insupportable et SUD éducation rappelle sa revendication d'un vrai statut de la Fonction publique avec un vrai salaire pour ces personnels. AESH est le deuxième métier de l'Éducation nationale, ce sont plus de 132000 personnels qui sont condamnés à des salaires de misère.

Le Pacte est une mauvaise réponse à la baisse des salaires réels des enseignant-es, CPE et PsyEn : il aggrave les inégalités et dégrade les conditions de travail. Son déploiement est opaque : les personnels qui signent le Pacte ne savent pas à quoi ils s'engagent. Notre ministère, qui compte plus d'un million d'agents, ne peut fonctionner ainsi.

Par ailleurs, la période estivale s'annonce à nouveau inquiétante puisque les effets du réchauffement climatique sont à nouveau indéniables et dramatiques. Chaque pan de l'action publique devrait mener une politique de reconversion écologique. Or on voit que, dans l'Éducation nationale, les annonces sont à nouveau en deçà des enjeux. Les 20 mesures visant à faire de l'école "le premier lieu de l'engagement pour la transition écologique"

constituent une vitrine qui cache mal le refus de financer cette transition.

Pour SUD éducation, la nécessaire transition écologique doit passer par un abondement significatif des moyens des collectivités territoriales pour rénover et isoler le bâti, pour généraliser le tri des déchets, pour que la loi EGalim soit appliquée sur l'ensemble du territoire. Réviser les enseignements et introduire l'écologie ne suffit pas : il faut changer les habitudes de vie. La formation de tous les fonctionnaires d'ici 2027 est indispensable mais on peut légitimement s'interroger sur le contenu de cette formation et l'emploi de l'item d'éducation au développement durable". SUD éducation revendique l'abandon du concept de "développement durable" qui tente de verdir le système productiviste, pourtant responsable de la crise climatique. De même, le gouvernement tente de donner une vitrine respectable au SNU en insistant sur son rôle dans l'éducation à la transition écologique de la société. Ce greenwashing cache mal le coût écologique terrible des guerres et de l'industrie militaire. Soyons courageux et allons plus loin que le greenwashing que nous proposons aujourd'hui l'Éducation nationale. SUD éducation porte des revendications pour la reconversion écologique de l'école et soutient toutes les initiatives des personnels qui s'engagent collectivement pour imposer de véritables mesures écologiques dans l'Éducation nationale.

Enfin, on peut encore mesurer les effets négatifs du Bac Blanc en cette fin d'année.

Les enseignant-es de lettres dénoncent l'étau dans lequel les enferme l'impératif d'étudier 20 textes pour l'épreuve orale de français. Cet impératif impose un rythme excessif qui aggrave les inégalités scolaires. L'année de première est devenue une course de vitesse durant laquelle on doit passer très vite sur les textes en faisant l'impasse sur les objectifs d'ouverture culturelle et

d'approfondissement, de consolidation des apprentissages.

De même, SUD éducation revendique le retour à des examens terminaux en juin. Le ministre a reconnu devant la presse que la situation du baccalauréat, notamment en raison du passage des examens de spécialités en mars, est intenable. Il était temps de s'en rendre compte.

SUD éducation dénonce depuis l'annonce de sa mise en œuvre la réforme du baccalauréat Blanquer. La réforme du baccalauréat va de pair avec la plateforme de tri social Parcoursup. Elle conduit les enseignant·es à préparer à marche forcée un programme intenable en vue des épreuves de spécialité, puis à faire face à la démotivation compréhensible des élèves à compter du mois de mars en terminale.

Une nouvelle fois, le ministre annoncera des décisions emportant des conséquences sur la fin de l'année dans la précipitation, en début d'année scolaire. Une telle pratique traduit le mépris du ministère pour les personnels enseignants.

Plusieurs scénarios semblent émerger. L'un d'entre eux correspond aux revendications de SUD éducation : une épreuve terminale en fin d'année.

C'est le seul qui ne relève pas d'une usine à gaz ou d'une nouvelle dégradation des conditions de travail et d'études ; il est temps que le ministère entende les revendications des personnels.

Cet aveu ministériel rejoint par ailleurs le rapport alarmant et à charge du comité d'évaluation des politiques publiques et de la mission sur l'évaluation de l'accès à l'enseignement supérieur de l'Assemblée nationale: "gâchis collectif en matière d'orientation et d'accès à l'Enseignement supérieur", "manque de stratégie nationale", "inégalités territoriales", un poids "toujours plus important" des inégalités et des déterminismes sociaux dans l'orientation et l'accès à l'ESR, une individualisation de la procédure qui "renforce un stress croissant"... 5 ans après la mise en place de la loi ORE et de Parcoursup, les premières conclusions sont alarmantes et le gouvernement et les législateurs bien en difficultés pour défendre leur politique. Pour SUD éducation, il est temps de mettre fin à la sélection à l'université et la mise en concurrence des élèves via Parcoursup et de garantir le libre accès à l'enseignement supérieur pour toutes et tous les bacheliers.ères dans les filières de leur choix.